

République Française  
Département des Hautes-Alpes  
Commune d'Eygliers

Délibération N°2026/0303/012

---

**REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE D'EYGLIERS**

---

**Séance du : 3 mars 2026**

**Date de la convocation du Conseil Municipal : 25 février 2026**

**L'an deux mil vingt-six, le 3 mars 2026, à 19h00**, le Conseil Municipal de la Commune d'Eygliers, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Anne CHOUVET, Maire.

---

**Présents :** Mesdames et Messieurs Anne CHOUVET, Etienne HUMBERT, Tom VAN DE VELDE, Agnès SIMOND, Vincent PELLETIER, Séverine QUICHOT, Eric COUDRON, Jacques ROUX, Jean-Marc POULLILIAN,

**Absents :**

**Procuration :** Joseph DEVEVEY (Pouvoir à Eric COUDRON)

**Secrétaire de séance :** Séverine QUICHOT

---

**Objet : Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plu d'Eygliers - Mise en valeur patrimoniale et paysagère de la zone tampon de Mont-Dauphin**

**Vu** le Code du patrimoine, et en particulier son article L612-1 précisant que la zone tampon qui assure la protection du bien est délimitée en concertation avec les collectivités territoriales concernées puis arrêtée par l'Etat ;

**Vu** la Décision 32 COM 8B.31 du Comité du patrimoine mondial, lors de sa session du 2 au 10 juillet 2008, portant inscription sur la liste du patrimoine mondial des Fortifications de Vauban, bien en série national ;

**Vu** le décret du 19 août 2015 portant classement des abords de la place forte de Mont-Dauphin ;

**Vu** la délibération n°2023/0906/034 du conseil municipal d'Eygliers en date du 09 juin 2023 approuvant le périmètre et la stratégie de protection de la zone tampon du site de Mont- ;

**Vu** la délibération n°20192703015 du conseil municipal en date du 27 mars 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme d'Eygliers ;

**Vu** l'arrêté n°2021/31505/062 du 31 mai 2021 procédant à la mise à jour n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Eygliers ;

**Vu** la délibération n°2022/1412/093 du conseil municipal en date du 14 décembre 2022 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Eygliers ;

**Vu** l'arrêté n°2025/2508/060 du 25 août 2025 procédant à la mise à jour n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Eygliers ;

**Vu** la décision n°004378/KK PP du 11 septembre 2025 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale après examen au cas par cas de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes d'Eygliers, de Guillestre, de Risoul et de Saint-Crépin liée à la mise en valeur patrimoniale et paysagère de la zone tampon de Mont-Dauphin (05) ;

**Vu** la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue conformément à l'article L153-54 du Code de l'Urbanisme, au siège de la Communauté de Communes du Guillestrois Queyras en date du 22 septembre 2025 et son procès-verbal ;

**Vu** la délibération du n°2025-233 du conseil communautaire de la CCGQ du 12 novembre 2025 décidant de ne pas réaliser d'évaluation environnementale sur la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes d'Eygliers, de Guillestre, de Risoul et de Saint-Crépin liée à la mise en valeur patrimoniale et paysagère de la zone tampon de Mont-Dauphin (05) ;

**Vu** la décision n°E25000107/13 du 17 novembre 2025 du Président du Tribunal Administratif de Marseille désignant Martine Marlois commissaire-enquêtrice ainsi que son suppléant Bernard Leterrier ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2025-DPP-CDD-86 relatif à l'enquête publique unique concernant le projet de création d'un périmètre délimité des abords des communes de Mont-Dauphin, Guillestre, Eygliers et Risoul ainsi que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des PLU des communes d'Eygliers, Guillestre, Risoul et Saint-Crépin du 24 novembre 2025 ;

**Vu** l'enquête publique unique menée sur le projet de création d'un périmètre délimité des abords des communes de Mont-Dauphin, Guillestre, Eygliers et Risoul ainsi que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des PLU des communes d'Eygliers, Guillestre, Risoul et Saint-Crépin qui s'est déroulée du lundi 15 décembre 2025 au vendredi 16 janvier 2026 inclus sur le territoire des communes de Mont-Dauphin, Eygliers, Guillestre, Risoul et Saint-Crépin ;

**Vu**, le rapport et conclusions de la commissaire enquêtrice en date du 16 février 2026 ;

**Vu**, le dossier modifié transmis par la Communauté de communes du Guillestrois Queyras de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des PLU des communes d'Eygliers, Guillestre, Risoul et Saint-Crépin en date du 18 février.

Madame la Maire rappelle que la procédure de Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité (DP-MEC) des PLU d'Eygliers, de Guillestre, de Risoul et de Saint-Crépin a été lancée le 29 octobre 2024 par délibération communautaire n°2024-218. Cette procédure est régie par les articles L. 153-54 à L. 153-59 du Code de l'urbanisme.

Cette procédure, conduite par le président de la Communauté de Communes du Guillestrois Queyras (CCGQ), repose sur la présentation d'un projet d'intérêt général, qui est examiné par les personnes publiques associées et l'autorité environnementale (examen au cas par cas), puis mis à l'enquête publique, portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence, avant approbation. Il est rappelé que cette démarche est pilotée par la CCGQ en étroite concertation avec les communes et entièrement financée.

Le Maire explique que cette procédure a fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint conformément à l'article L153-54 du Code de l'Urbanisme, au siège de la Communauté de Communes du Guillestrois Queyras en date du 22 septembre 2025 à laquelle la commune était présente.

Une enquête publique unique avec le projet de création d'un périmètre délimité des abords des communes de Mont-Dauphin, Guillestre, Eygliers et Risoul s'est déroulée du 15 décembre 2025 au 16 janvier 2026.

La commissaire enquêtrice a rendu son rapport et ses conclusions le 16 février 2026.

Conformément à l'article R153-16 du Code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du PLU, modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint a été soumis par la CCGQ à la commune d'Eygliers en date du 18 février 2026 qui dispose d'un délai de deux

mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur pour approuver la mise en compatibilité du plan.

En l'absence de délibération dans ce délai ou en cas de désaccord, le préfet approuvera la mise en compatibilité du plan et notifiera sa décision dans les deux mois suivant la réception en préfecture de l'ensemble du dossier.

Madame le Maire explique aussi les problèmes engendrés par les avis conformes de Madame l'Architecte des Bâtiments de France.

**Entendu** l'exposé du Maire ;

**Considérant** les conclusions motivées et l'avis favorable, de la commissaire enquêtrice ;

**Considérant** la déclaration de projet modifiée telle que transmise par la Communauté de Communes du Guillestrois Queyras, emportant mise en compatibilité du PLU d'Eygliers ;

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal**

**Vote** : 10

**Pour** : 10

**Contre** : 0

**Abstention** : 0

- **PRECISE** qu'il souhaite que Madame l'ABF soit plus à l'écoute des besoins du territoire, déjà exprimés et inscrits dans le PLU d'Eygliers. De nombreux écueils apparaissent déjà dans la zone des 500m sur le bas d'Eygliers. Madame l'ABF n'est pas à l'écoute des pétitionnaires.

- **PRECISE** que si cette situation perdure, nous envisageons de sortir du site Unesco.

- **DECIDE** d'approuver la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU d'Eygliers telle qu'annexée à la présente délibération, conformément aux articles L153-58 et R153-15 à R153-17 du Code de l'Urbanisme ;

- **AUTORISE**, conformément à l'article L153-59 du code de l'urbanisme, à transmettre la présente délibération et la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU à l'autorité administrative compétente de l'Etat.

L'autorité administrative compétente de l'Etat, dispose d'un délai d'un mois à compter de cette transmission pour formuler les modifications qu'elle estime le cas échéant nécessaires d'apporter à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

A défaut, à l'expiration de ce délai et sous réserve de la réalisation des autres modalités d'affichage et de publicité, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU deviendra exécutoire de plein droit.

- **PRECISE** que, conformément aux articles R153-20 et suivants du code de l'urbanisme, la présente délibération sera :

- Affichée sur les lieux officiels de la mairie durant 1 mois minimum ;
- Mention de cet affichage sera insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le département ;
- Publiée ainsi que le document sur lequel elle porte, sur le portail national de l'urbanisme.

En outre, la présente délibération sera transmise à M. le Préfet des Hautes-Alpes ainsi qu'à la Communauté de Communes du Guillestrois Queyras.

Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sera tenu à disposition du public en mairie.

**AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS.**

Le Maire,

**Anne CHOUVET**

